



Fondation Scelles

Connaître, Comprendre, Combattre
l'Exploitation Sexuelle

Extrait du livre :

Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

© Fondation Scelles, 2019

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

	POPULATION 324,5 millions		PIB PAR HABITANT 59 531,7 USD
	REGIME POLITIQUE Régime présidentiel à organisation fédérale		INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 10 ^e rang sur 187 pays
	INDICE D'INEGALITE DE GENRE 43 ^e rang sur 147 pays		INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 16 ^e rang sur 180 pays

Selon le rapport 2018 du Département d'État américain sur la traite des êtres humains, les États-Unis sont classés en catégorie 1 (*Tier 1*), ce qui signifie que le gouvernement remplit pleinement les standards minimums du *Trafficking Victims Protection Act* (TVPA). La traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle est illégale sur tout le territoire des États-Unis, ainsi qu'au niveau fédéral, mais la définition de la traite diffère selon les statuts de chaque État, parfois en contradiction avec la définition du TVPA.

Des divergences particulières existent entre les États concernant les enfants victimes de trafic humain et de prostitution, certains États poursuivant des mineurs pour prostitution, bien que tout mineur de moins de 18 ans engagé dans le commerce du sexe soit considéré comme victime aux termes du TVPA.

Les condamnations pour trafic humain diffèrent également d'un État à l'autre. La plupart des poursuites pour trafic sont

menées au niveau fédéral, en raison de compétences juridictionnelles, de ressources et d'expériences. Les types de trafics les plus courants aux États-Unis sont d'abord le trafic sexuel (en particulier dans des entreprises illicites de soins/massages, les hôtels/motels, les publicités en ligne, les services d'escorting), puis le travail forcé (plus particulièrement l'esclavage domestique).

Il n'existe pas de profil unique de victimes de la traite aux États-Unis, celles-ci venant de différents milieux socio-économiques, ethniques, nationaux, genres ou identités sexuelles et niveaux d'éducation. Toutefois, certaines caractéristiques peuvent rendre des populations plus vulnérables à l'exploitation, à la prostitution et au trafic humain. Les jeunes fugueurs ou sans abri, les personnes de la communauté LGBT, les personnes étrangères aux compétences limitées en anglais, les personnes souffrant d'addictions, les victimes de traumatismes profonds constituent les groupes enregistrant le plus fort taux de victimes de

trafic humain, particulièrement à des fins de prostitution.

D'après les données collectées par *Polaris* depuis 2007 grâce aux signalements de personnes victimes de traite par la *National Human Trafficking Hotline*, il est possible de déterminer certaines tendances. Plus de 7 000 victimes de traite ont été identifiées en 2017 (2 000 signalements ont directement été effectués par des victimes), en majorité des femmes adultes, originaires d'Amérique latine et d'Asie, dont l'exploitation a commencé alors qu'elles avaient entre 12 et 20 ans.

L'exploitation sexuelle a principalement lieu dans des salons de massage, des établissements de prostitution, des hôtels, dans le milieu de la pornographie et via les annonces en ligne (*National Human trafficking hotline*, mai 2018). La très grande majorité des signalements s'effectuent dans les zones côtières (Ouest, Est, Golfe du Mexique, région des Grands Lacs), mais également dans les nombreux centres urbains du pays (Denver, Kansas City, Omaha), notamment près de la frontière avec le Mexique (le Texas, Las Vegas, El Paso) (*Polaris*, 2018). La majorité des cas rapportés dans les États se situent en Californie (760), au Texas (455) et en Floride (367) (*National Human trafficking hotline*, mai 2018) alors que la majorité des signalements dans les villes proviennent de Houston, New York, Los Angeles et Washington (*National Human Trafficking Hotline*, septembre 2017).

Selon les données collectées par le FBI, 28 490 personnes ont été arrêtées en 2017 pour des activités en lien avec la prostitution (dont 17 366 femmes et 11 124 hommes). Les arrestations ont eu lieu essentiellement en Californie, au Texas, en Floride et au Nevada (US Department of Justice a), b), c), d), 2017).

Législations en vigueur

Le principal texte fédéral concernant le trafic humain aux États-Unis est le TVPA de 2000, ainsi que ses remaniements successifs de 2005, 2008 et 2013. Ce texte donne une définition standardisée du trafic humain ainsi que des peines fédérales encourues selon les différents niveaux de crimes. Deux lois adoptées en 2018, le *Stop Enabling Sex Traffickers Act* (SESTA) et le *Allow States and Victims to Fight Online Sex Trafficking Act* (FOSTA), sont également des textes fédéraux marquants concernant le trafic humain. Ils rendent illégal le fait d'aider, de faciliter ou de gérer volontairement un trafic sexuel, y compris sur les sites Internet susceptibles de participer au trafic depuis leur plateforme. Un autre texte fédéral visant à lutter contre la traite des êtres humains est le *Justice for Victims of Trafficking Act* (JVTA) de 2015, qui a augmenté les ressources disponibles pour aider les victimes de trafic, notamment les enfants. Le *No Human Trafficking On Our Roads Act* de 2018 exige que les chauffeurs professionnels condamnés pour avoir transporté des victimes de trafic perdent, de façon permanente, leur principal outil de travail : le *Commercial Driver's License* (CDL) qui permet de conduire des camions poids lourds ou des camions de grande taille (giga-liners).

Le *Preventing Sex Trafficking and Strengthening Families Act* de 2014 a pour objet la réduction des trafics d'enfants au sein du système des familles d'accueil. Parmi les autres législations fédérales visant à lutter contre le trafic des personnes, le *Prosecutorial Remedies and Other Tools to End the Exploitation of Children Today* (PROTECT) Act de 2003 a renforcé les actions visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle, dont le trafic sexuel et le tourisme sexuel. Enfin,

l'Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act de 2004 a permis de créer le *Human Trafficking and Smuggling Center* chargé de faciliter la diffusion d'informations sur la traite et le trafic de migrants et de préparer des analyses stratégiques. Le centre joue également un rôle important dans la coordination et la coopération entre les agences américaines mais également avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales.

Il n'existe pas de législation fédérale concernant la prostitution. La prostitution est illégale dans tous les États du pays, à l'exception de 12 comtés dans l'État du Nevada, qui la réglementent sous certaines conditions. La prostitution est légale dans les comtés comptant moins de 700 000 habitants (ce qui écarte Las Vegas et Reno). Les personnes prostituées doivent être âgées de plus de 18 ans, se soumettre chaque semaine à des tests de surveillance des infections sexuellement transmissibles (IST) et ont l'obligation d'utiliser des préservatifs. Les bordels doivent se situer dans un périmètre de plus de 350 mètres autour d'une école ou d'un lieu de culte, et ne peuvent pas être installés dans une grande rue commerçante ou une artère principale. Ils ne peuvent pas faire l'objet de publicité dans un lieu public ou dans un comté où la prostitution est illégale. À ce jour, 21 bordels seraient gérés légalement dans 7 comtés du Nevada, employant 200 personnes prostituées de jour comme de nuit. Cependant, il y aurait davantage de prostitution illégale au Nevada que de prostitution légale (Justia, 2013).

Un certain nombre de lois ont été adoptées aux États-Unis concernant la prostitution des mineurs et le trafic d'enfants. En septembre 2016, le décret SB1322 a été promulgué en Californie pour décriminaliser les mineurs prostitués. Ils sont donc considérés comme des victimes et ne sont plus

condamnables en vertu des lois sur la sollicitation. Les enfants prostitués sont dépendants des juridictions pour mineurs et peuvent donc être placés en garde à vue préventive (*Civil Protective Custody*), sous certaines conditions, pour assurer leur protection. Par exemple, un mineur prostitué agissant sous l'effet de l'alcool ou de drogues peut être amené en garde à vue préventive pour une période de 72 heures. Après ce délai, il n'est pas considéré comme un criminel et pourra être orienté vers des services sociaux. La Californie est le 10^e État à avoir décriminalisé la prostitution des mineurs, la plupart des autres États l'ayant automatiquement établie dans le cadre du TVPA.

En 2016, l'État d'Hawaï a adopté une loi pour criminaliser explicitement le trafic sexuel et envoyer les trafiquants devant les tribunaux de l'État ou dans les tribunaux fédéraux. Hawaï est le dernier État à avoir entériné cette législation (*Star Advertiser/AP*, 5 juillet 2016).

Des tribunaux spécialisés ont été créés pour orienter les victimes vers les services sociaux plutôt que de les condamner comme des criminelles. En 2015, le *Center for Human Trafficking Court Solutions* a publié une série de guides d'information sur le trafic humain et ses conséquences sur les victimes. Certains de ces documents, destinés aux juges désignés, expliquent comment identifier les victimes potentielles de trafics et décrivent la complexité du système de traite humaine et ses conséquences (CPPS, juillet 2014). Du fait que les tribunaux spécialisés exercent dans chaque État, la collecte centralisée des données demeure difficile afin d'établir des statistiques nationales.

Des allocations de résidence ont continué d'être allouées aux victimes de la traite d'origine étrangère amenées sur le territoire américain. Selon les cas, en 2017, les allocations comprenaient 446

Certification Letters (lettres d'attestation), 509 *Eligibility Letters* (titres d'éligibilité), et 160 *Continued Presence* (nouvelles allocutions), 113 prolongations de *Continued Presence*, 672 *T nonimmigrant status visa* et 690 visas aux membres éligibles des familles (US Department of State, juin 2018).

En avril 2018, le gouvernement américain a également promulgué les lois SESTA et FOSTA qui renforcent la loi en vigueur contre le trafic humain en criminalisant clairement toutes formes d'assistance, de facilitation ou de soutien au trafic humain. Ce qui a eu pour effet d'annuler l'article 230 du *Communications Decency Act* de 1996 qui prévoyait une protection particulière pour les fournisseurs d'accès et les utilisateurs de services en ligne, lorsque des contenus étaient publiés sur leurs sites par des tiers et empêchait toute poursuite légale contre les plateformes en ligne d'annonces de services sexuels (notamment le site *Backpage*). Ainsi, ces nouvelles lois ont permis de rendre les fournisseurs de services et d'annonces en ligne responsables des contenus illicites affichés sur leurs sites.

Actions fédérales

Le gouvernement fédéral des États-Unis a entrepris plusieurs actions coordonnées pour lutter contre le trafic d'êtres humains au niveau national. Une de ces missions est une opération menée chaque année par le *Federal Bureau of Investigation* (FBI), appelée *Operation Cross Country*. Cette action d'application de la loi se concentre surtout sur le sauvetage de jeunes mineurs victimes de prostitution et sur la sensibilisation à la question du trafic des êtres humains aux États-Unis et à l'étranger (*FBI National Press Office*, 17 octobre 2016). La *National Johns Suppression Initiative* est une autre opération nationale menée tous les ans (Dart, 6 février 2018).

Placée sous l'autorité de la police du comté de Cook en Illinois, cette opération se déroule dans plusieurs États et cible les clients de la prostitution.

Des efforts dans la lutte contre le trafic humain ont été poursuivis en continuant la *Blue Campaign*, un ensemble d'actions, coordonné par le Département de Sécurité Intérieure. Cette campagne vise, à la fois, à fournir des ressources sur la lutte contre la traite des êtres humains à diverses entreprises et à instaurer des collaborations avec d'autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour sensibiliser aux questions liées au trafic des êtres humains aux États-Unis et dans le monde. La *Blue Campaign* aide les services de police à identifier les victimes de trafics d'êtres humains et leur apprend à mener des enquêtes centrées sur les victimes. Différents outils de formation ont été publiés à destination des premiers intervenants (forces de l'ordre, professionnels de santé, professionnels du transport aérien, différents groupes communautaires et fonctionnaires de la justice).

Répression et condamnations

En analysant les articles publiés dans la presse américaine en 2017 et 2018, le nombre d'arrestations et de démantèlements de réseaux de prostitution est conséquent (Observatoire international de l'exploitation sexuelle, 2018). Entre janvier et décembre 2018, au moins 15 affaires liées à des réseaux de prostitution et d'exploitation sexuelle ont été rapportées. Plusieurs de ces réseaux impliquaient des individus étrangers ou transnationaux. C'est le cas d'un couple de nationalité indienne qui exploitait des actrices indiennes à travers le pays (*The Tribune*, 18 juin 2018), ou le démantèlement d'un réseau vénézuélien en Californie qui prostituait plus de 40 femmes (*Deutsche Welle*, 23 novembre 2018). La plupart des criminels

sont des citoyens américains et leurs victimes sont essentiellement des personnes migrantes (notamment du Mexique) ou des enfants disparus (*New York Post*, 9 octobre 2018). Les amendes peuvent s'élever à plusieurs millions de dollars et les peines peuvent aller de 2 à 26 ans de prison (*Indianapolis Star*, 29 juin 2018). Dans le cadre d'une enquête sur un réseau de prostitution à New York, 7 agents de police ont même été arrêtés par le FBI (*Mirror*, 12 septembre 2018).

Les tensions entre la police et la population américaine ont toujours existé, et ce phénomène ne fait que s'aggraver. Des études menées à Miami et à Las Vegas en 2016 par le *Center for Court Innovation*, ont également fait état de policiers abusant de leur pouvoir pour exiger des rapports sexuels de personnes prostituées. En 2016, une analyse de l'*Urban Institute* sur des personnes interpellées et poursuivies pour des faits de prostitution dans la ville de New York a révélé que la majorité des personnes interrogées avaient « vécu des expériences extrêmement négatives [avec la police] consistant en violences verbales, intimidation, humiliation, harcèlement sexuel et profilage criminel » (*Urban Institute*, 5 avril 2017).

En août 2016, le département de la Justice des États-Unis (DOJ) a mené une enquête sur les services de police de Baltimore (*Baltimore Police Department – BPD*) qui a révélé que le BPD ne tenait pas compte des rapports faisant état d'agressions sexuelles sur des personnes prostituées. L'enquête a également montré que des membres du BPD avaient intentionnellement pris pour cible des femmes prostituées pour « les contraindre à des rapports sexuels en échange de la promesse de ne pas les arrêter, d'argent ou de drogue » (US Department of Justice, Civil Rights Division, 10 août 2016).

En 2017, le département de police d'Oakland a été condamné à verser près de 1 000 000 USD de dommages et intérêts à une jeune femme de 19 ans qui affirmait avoir été abusée sexuellement par plus d'une dizaine d'officiers de police d'Oakland alors qu'elle était encore mineure (*National Public Radio*, 1^{er} juin 2017).

Le Michigan a été le dernier État en 2017 à adopter une loi pour interdire aux policiers en civil d'avoir des relations sexuelles au cours des opérations en immersion dans le milieu prostitutionnel (*Independent*, 24 avril 2017). Pourtant, différents rapports traitant des relations entre les personnes prostituées ou victimes de trafic à des fins d'exploitation sexuelle et les forces de police montrent qu'elles sont presque systématiquement harcelées et victimes de violences, notamment en Alaska (*Burns*, mai 2015), à Las Vegas (*Center for Court Innovation a*), mars 2016), à Miami (*Center for Court Innovation b*), mars 2016), à Chicago (US Department of Justice Civil Rights Division, 13 janvier 2017), à la Nouvelle-Orléans (US Department of Justice Civil Rights Division, 16 mars 2011).

Le gouvernement américain devrait lutter plus concrètement contre ces abus de pouvoir. Les autorités compétentes devraient plus systématiquement sanctionner les abus par les agents de police ; l'utilisation des armes non létales (sprays à poivre, tasers) devrait être strictement réglementée pour éviter certaines menaces ou la torture ; des formations devraient être systématiquement dispensées afin de sensibiliser les forces de l'ordre sur la situation des victimes de prostitution et de traite.

Initiatives mises en place dans la lutte contre le trafic sexuel aux États-Unis

Rôle de la société civile

Plusieurs ONG ont également joué un rôle important dans la lutte contre le trafic humain et la prostitution aux États-Unis.

C'est le cas notamment de l'ONG *Truckers Against Trafficking*. Cette ONG qui regroupe des chauffeurs routiers dans tous les États des États-Unis œuvre à l'identification des victimes de trafic présentes sur les routes. Elle collabore avec les services de police pour signaler les cas de trafic humain le long des routes. L'organisation a actuellement un certain nombre de projets en cours : le *Freedom Drivers Project* vise à sensibiliser le grand public ; le *Shipping Partners Project* cherche à impliquer les grandes compagnies maritimes internationales dans la lutte contre le trafic des êtres humains ; la *Coalition Builds* propose des formations aux personnes employées dans les secteurs exposés aux risques de trafics humains ; enfin, le *Busing on the Lookout* forme des conducteurs de bus touristiques et scolaires, à l'identification des victimes potentielles ainsi qu'à leur signalement auprès des autorités.

Toutefois, le programme principal de l'ONG est l'*Industry Training Program* dont le but est de former les personnes travaillant dans l'industrie du transport routier aux modalités du trafic des êtres humains et, plus particulièrement, de leur indiquer les moyens d'aider les victimes. Grâce à ces programmes, les membres de *Truckers Against Trafficking* ont passé 391 appels sur la *National Human Trafficking Hotline* en 2017, ce qui eu pour conséquence l'ouverture de 85 nouveaux dossiers contre 325 appels en 2015 et 265 appels en 2016). Au total, ils ont identifié plus de 1 000 victimes potentielles, dont des centaines de mineurs.

La société civile américaine s'est également engagée dans la lutte contre la prostitution et le trafic d'êtres humains. Au cours de cette période, la culture populaire et les médias ont fréquemment évoqué ces questions. Les deux exemples les plus marquants ont été, d'une part, la série

télévisée *The Girlfriend Experience* produit par Steven Soderbergh en 2016 qui « embellit » les relations de call-girls avec leurs clients alors qu'à l'opposé, deux documentaires *I Am Jane Doe* et *I Am Little Red* réalisés par Mary Mazzio en 2017 dénonçaient les trafics sexuels et la gravité de ces problèmes.

Engagement d'entreprises de technologie

D'importantes avancées technologiques aux États-Unis sont venues renforcer la lutte contre le trafic des êtres humains et la prostitution. Certaines font appel à la participation du public, comme l'application *TraffickCam* qui permet aux utilisateurs de télécharger des photos de leur chambre d'hôtel dans une banque de données. La police utilise ces photos pour identifier les chambres d'hôtels visibles dans les annonces de prostitution en ligne, ce qui lui permet de repérer les lieux où la prostitution est la plus fréquente et d'intervenir plus rapidement, une fois la chambre identifiée. Depuis 2015, grâce aux contributions de plus de 140 000 utilisateurs, près de 3 millions de photos prises dans plus de 255 000 hôtels ont ainsi été enregistrées dans cette banque de données.

Un autre logiciel utilisé par les forces de l'ordre pour combattre le trafic humain est le logiciel *Traffic Jam*, créé par le groupe *Marinus Analytics*. En 2017, le groupe s'est associé au logiciel *Amazon Rekognition* pour intégrer la reconnaissance faciale à leur programme, ce qui aide la police à identifier les victimes et, plus particulièrement, les victimes mineures. Grâce à ce logiciel, à partir de la photo d'un mineur disparu, les forces de l'ordre peuvent rapidement déterminer si cet enfant fait l'objet d'une annonce en ligne pour du commerce sexuel. *Traffic Jam* a ainsi indexé 1,5 million de visages à ce jour (*Marinus Analytics*, 19 octobre 2017).

En 2015, la société *Thorn* a créé le logiciel *Spotlight* dont l'objet est d'aider à trouver en ligne les enfants utilisés dans l'exploitation sexuelle. *Thorn* est une entreprise d'informatique qui lutte activement contre le trafic des êtres humains aux États-Unis. La société collabore avec les forces de l'ordre pour empêcher la diffusion de matériel pédopornographique en utilisant un logiciel de reconnaissance faciale pour analyser les annonces de services sexuels en ligne. En 2015, le logiciel a été mis en place dans 48 États et utilisé par plus de 1 900 policiers, permettant de réduire de plus de 50 % la durée des enquêtes. Plus de 360 victimes ont pu être identifiées et plus de 60 trafiquants ont été interpellés. *Thorn* a identifié plus de 2 020 enfants victimes d'abus sexuels en 2016 et 5 894 enfants victimes d'exploitation sexuelle en 2017. *Thorn* a participé au sauvetage de 103 victimes mineures et aidé les forces de l'ordre à accélérer le rythme de leurs enquêtes de près de 65 %.

En 2017, à Seattle, Microsoft a mis en place un *chatbot*¹ représentant une mineure tentant de s'engager dans le commerce du sexe. Le personnage virtuel s'est entretenu avec des clients potentiels qui avaient répondu à l'annonce. Une fois que le *chatbot* leur confirmait qu'ils étaient en train d'acheter des services sexuels auprès d'une personne mineure, il leur envoyait un texte décrivant la réalité du système prostitutionnel qui détruit la vie de millions de femmes et filles dans le monde. Ce message a ainsi été envoyé à plus d'un millier d'hommes. L'objectif était d'avoir un effet dissuasif en introduisant des barrières psychologiques dans l'esprit des potentiels clients de personnes prostituées en ligne. Microsoft souhaiterait que le système soit appliqué dans d'autres villes des États-Unis afin de réduire la demande de services

sexuels tarifés à l'échelle nationale (*BBC News*, 25 novembre 2017).

Santé

L'étude la plus récente concernant la santé des personnes prostituées a été menée par Melissa Farley en 2016 sur les femmes amérindiennes prostituées et victimes de traite aux fins d'exploitation sexuelle dans le Minnesota. Plus de 34 pathologies ont été référencées parmi les femmes ayant été interrogées (de 6 à 72 % des personnes touchées) parmi lesquelles des problèmes musculaires (72 %), des problèmes articulaires (52 %) ou de la paralysie (25 %). De plus, 72 % d'entre elles souffraient de traumatismes crâniens suite à des coups reçus à la tête (*Dignity*, avril 2018). Plus de 70 % rencontrent des symptômes de syndrome de stress post-traumatiques (*American Indian and Alaska Native Mental Health Research*, 2016).

La violence est également un facteur récurrent dans le passé des personnes prostituées, notamment dans l'enfance ou l'adolescence. 79 % d'entre elles avaient subi des violences sexuelles dans l'enfance et 39 % avaient été vendues en échange de rapports sexuels.

Durant la période d'exercice de la prostitution, 92 % ont déjà été violées, dont 68 % plus de 5 fois. Les plaintes étant rares, le nombre d'agressions subies sont difficiles à évaluer. D'autres études montrent que plus de 80 % des personnes prostituées avaient subi des agressions, dont 55 % par les clients. Les personnes prostituées sont aussi exposées à un plus haut risque de meurtres, de viols, de menaces de mort que le reste de la population (*Thoughtco*, 12 juillet 2018).

Cela entraîne une importante proportion de victimes qui consomme régulièrement de l'alcool ou des drogues. Il est difficile d'imaginer une amélioration de leur situation, alors que, selon l'étude de

M. Farley, 98 % vivaient dans une extrême précarité, voire dans la rue (*American Indian and Alaska Native Mental Health Research*, 2016).

Lutte contre le trafic sexuel en ligne

Depuis quelques années, les États-Unis s'attaquent aux plateformes et aux systèmes facilitant la prostitution en ligne. Trois importantes avancées significatives ont marqué la lutte contre le trafic sexuel en ligne aux États-Unis.

En août 2015, le FBI a fermé le site *Rentboy* qui permettait aux hommes prostitués homosexuels de faire leur publicité en ligne. Au cours d'une descente de police dans les locaux de la compagnie, sept personnes ont été interpellées. En octobre 2016, le PDG a été condamné à six mois d'emprisonnement pour promotion de la prostitution. Cette condamnation envoyait un message dissuasif aux autres responsables de sites de prostitution en ligne : toutes les parties impliquées dans le commerce du sexe sur Internet seront condamnées pour participation à la promotion d'un système d'exploitation (*CBS News*, 2 août 2017).

En 2017, le FBI a fermé un site *The Review Board* basé à Seattle, qualifié alors de « *Yelp² de la prostitution* ». Les clients de services sexuels de Seattle mettaient en ligne des évaluations sur les personnes prostituées qu'ils rencontraient. Le FBI a inculpé de nombreux clients qui s'étaient identifiés sur le site et n'a retenu aucun chef d'accusation contre les femmes, les orientant plutôt vers des services sociaux (*The Seattle Times*, 26 juillet 2017). Cette action est un exemple réussi d'approche centrée sur les victimes de prostitution par les services de police.

Mais l'action la plus marquante et significative a été la saisie par le FBI du site *Backpage*, spécialisé dans les offres de

rencontres et de services sexuels tarifés. Avec l'adoption des lois SESTA et FOSTA en avril 2018, les fournisseurs d'accès à internet (FAI) sont tenus pour responsables des publications d'annonces de trafics d'êtres humains publiées sur leur site. Le 6 avril 2018, le FBI a saisi le site *Internet Backpage* ainsi que ses sites affiliés et inculpé plusieurs hauts responsables du site, les chefs d'accusation allant du blanchiment d'argent à l'aide à la prostitution d'autrui. Carl Ferrer, PDG de *Backpage*, a plaidé coupable de blanchiment d'argent et de complot d'aide à la diffusion de la prostitution en Californie, au Texas ainsi qu'à des accusations fédérales en Arizona. Il risquait une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison (*Reuters*, 6 avril 2018).

En conclusion, la politique des États-Unis a cherché à cibler ceux qui facilitent la prostitution et l'exploitation d'autrui tout en protégeant les victimes de ce système. Cette tendance est positive et doit être plus largement appliquée car il reste encore beaucoup à faire. Les États-Unis doivent renforcer les poursuites contre les responsables de l'exploitation sexuelle, que ce soit les proxénètes, les trafiquants ou les clients-prostituteurs qui se rendent complices de ce trafic humain. Les sanctions à l'égard des policiers abusant de leur autorité doivent être systématiquement appliquées. Des formations de sensibilisation à la traite et à l'exploitation sexuelle devraient être dispensées à l'ensemble des forces de l'ordre. La reconnaissance des personnes prostituées comme des victimes d'exploitation dans la loi permettrait également d'améliorer la lutte contre la traite. Il est nécessaire de renforcer l'accès aux services de santé pour les personnes en situation de prostitution. Le gouvernement des États-Unis doit également maintenir son soutien aux ONG qui aident les victimes de la prostitution, notamment les budgets consacrés aux parcours de sortie de la

prostitution. Les actions de prévention mériteraient également d'être améliorées, notamment par la mise en œuvre de campagnes nationales sur la situation des victimes et les effets de la traite. Enfin, la sensibilisation au sein des communautés, notamment par la connaissance de la *National Human Trafficking Hotline*, n'est pas encore suffisante et le gouvernement devrait mettre en œuvre des campagnes d'affichage dans les lieux fréquentés par les personnes vulnérables (écoles, services sociaux, bureaux de l'immigration, etc.).

Sources

- « Amazon Rekognition helps Marinus Analytics fight human trafficking », *Marinus Analytics*, 19 octobre 2017.
- « Buyer Beware: Record Arrests during Latest National Johns Suppression Initiative sting », *The Villanova Law Institute to address commercial sexual exploitation*, 16 août 2016.
- « Colombia rescues Venezuelan migrants from sex ring », *Deutsche Welle*, 23 novembre 2018.
- « Ex-CEO of male escort service website sentenced to prison », *CBS News*, 2 août 2017.
- « FBI announces results of operation Cross Country X », *FBI National Press Office*, 17 octobre 2016.
- « H.R.1865 - Allow States and Victims to Fight Online Sex Trafficking Act of 2017 », H.R. HR 1865, 115th Cong. (2018), *Congress.gov*, 2018.
- « H.R.4980 - Preventing Sex Trafficking and Strengthening Families Act, 113th Congress (2013-2014) », H.R. HR 4980, 113th Cong. (2014), *Congress.gov*, 2014.
- « Hawaii becomes last state to ban sex trafficking », *Star Advertiser/AP*, 5 juillet 2016.
- « Indian-origin couple arrested for running prostitution ring in US », *The Tribune*, 18 juin 2018.
- « Prosecuting Human Trafficking in the United States: State and Federal Jurisdictions », *Human Trafficking Search*, 2015.
- « S.151 - PROTECT Act » - S. S 151, 108th Cong., US GPO (2003), *Congress.gov*, 2003.
- « S.1532 - No Human Trafficking on Our Roads Act », S. 1532, No Human Trafficking on Our Roads Act, 115th Cong. (2017-2018) *Congress.gov*, 2018.
- « S.1693 - Stop Enabling Sex Traffickers Act of 2017 », S. S-1693, 115th Cong. (2018), *Congress.gov*, 2018.
- « S.178 - Justice for Victims of Trafficking Act of 2015 », S. S 178, 114th Cong. (2015), *Congress.gov*, 2015.
- « S.2845 - Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act of 2004 », S. S 2845, 108th Cong., Office of the Director of National Intelligence (2004), *Congress.gov*, 2004.
- « SB.1322 Commercial sex acts: Minors - An act to amend Sections 647 and 653.22 of the Penal Code, relating to minors », Senate Bill No.1322, Chapter 654, *California Legislative Information*, 26 septembre 2016.
- Burns T., *People in Alaska's sex trade: Their lived experiences and policy recommendations*, Thesis (MA) University of Alaska Fairbanks, mai 2015.

- Chavez N., « More than 1,000 arrests in sex trafficking operation », *CNN*, 4 août 2017.
- Dank M., Yahner J., Yu L., « Consequences of policing prostitution », *Urban Institute*, 5 avril 2017.
- Dart T.J. (Cook County Sheriff), « National Sex Trafficking Ring Nets Over 630 Sex Buyers and Pimps/Traffickers », 6 février 2018.
- Davidson T., « NYPD "prostitution ring": Seven officers arrested by FBI as force accuses them of "betraying their oath" », *Mirror*, 12 septembre 2018.
- Farley M., Banks M.E., Ackerman R.J., Golding J.M., « Screening for traumatic brain injury in prostituted women », *Dignity*, Vol. 3, Issue 2, article 5, avril 2018.
- Farley M., Deer S., Golding J.M., Matthews N., Lopez G., Stark C., Hudon E., « The Prostitution and Trafficking of American Indian/Alaska Native Women in Minnesota », *American Indian and Alaska Native Mental Health Research*, Vol. 23, no. 1, 2016, p. 65-104.
- Jackman T., « Backpage CEO Carl Ferrer pleads guilty in three states, agrees to testify against other website officials », *Washington Post*, 13 avril 2018.
- Jacobs E., « 123 missing children found in Michigan during sex trafficking operation », *New York Post*, 9 octobre 2018.
- Justia, *2013 Nevada Revised Statutes: Chapter 244 - Counties: Government: NRS 244.345 - Dancing halls, escort services, entertainment by referral services and gambling games or devices; limitation on licensing of houses of prostitution, NV Rev Stat § 244.345 (2013)*, 2013.
- Lee D., « The chatbot taking on Seattle's sex trade », *BBC News*, 25 novembre 2017.
- Lowen L., « Physical abuse of prostitutes is common », *Thoughtco*, 12 juillet 2018.
- Lynch S.N., Lambert L., « Sex ads website Backpage shut down by US authorities », *Reuters*, 6 avril 2018.
- Martin J.A., *A guide to human trafficking for State Courts (HT Guide)*, Center for Public Policy Studies (CPPS), juillet 2014.
- Maurrasse D.J., Jones C.C., Marga Incorporated, *Experiences of Youth in the Sex Trade in Miami*, Center for Court Innovation, mars 2016.
- National Human trafficking hotline, *National Human trafficking hotline data report – United States Report: 1/1/2016-12/31/2016*, mai 2018.
- National Human Trafficking Hotline, *Ranking of the 100 most populous US cities 12/7/2007 – 12/31/2016*, septembre 2017.
- Observatoire international de l'exploitation sexuelle (Fondation Scelles), *Revue de l'actualité internationale de la prostitution*, année 2018.
- Pinho F.E., « 7 people convicted in two Indianapolis sex trafficking cases involving kids », *Indianapolis Star*, 29 juin 2018.
- Polaris, *2017 Statistics from the National Human Trafficking Hotline and BeFree Textline*, 2018.
- Robbins L., « In a Queens Court, Women in Prostitution Cases Are Seen as Victims », *The New York Times*, 21 novembre 2014.
- Sampathkumar M., « Michigan has only just decided to punish undercover police who have sex with prostitutes », *Independent*, 24 avril 2017.
- Simonite T., « Microsoft Chatbot Trolls Shoppers for Online Sex », *Wired*, 7 août 2017.
- Thompson L., Campanario G., « Busted: How police brought down a tech-savvy prostitution network in Bellevue », *The Seattle Times*, 26 juillet 2017.
- US Department of Education, Office of Safe and Healthy Students, *Human trafficking in America's schools*, Washington DC, janvier 2015.

- US Department of Justice a), Federal Bureau of Investigation, Criminal Justice Information Services Division, *2017 Crime in the United States - Table 30: Number and Rate of Arrests, By Region*, 2017.
- US Department of Justice b), Federal Bureau of Investigation, Criminal Justice Information Services Division, *2017 Crime in the United States - Table 39: Arrests, Males, by Age*, 2017.
- US Department of Justice c), Federal Bureau of Investigation, Criminal Justice Information Services Division, *2017 Crime in the United States - Table 40: Arrests, Females, by Age*, 2017.
- US Department of Justice Civil Rights Division, *Investigation of the Baltimore City Police Department*, 10 août 2016.
- US Department of Justice Civil Rights Division, *Investigation of the New Orleans Police Department*, 16 mars 2011.
- US Department of Justice Civil Rights Division, US Attorney's Office Northern District of Illinois, *Investigation of the Chicago Police Department*, 13 janvier 2017.
- US Department of Justice d), Federal Bureau of Investigation, Criminal Justice Information Services Division, *2017 Crime in the United States - Table 43: Arrests, by Age and Ethnicity*, 2017.
- US Department of Justice e), Federal Bureau of Investigation, Criminal Justice Information Services Division, *2017 Crime in the United States - Table 69: Arrests, by States*, 2017.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2016.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2017.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2018.
- Wagner B.M., Whitmer J.M., Spivak A.L., *Experiences of Youth in the Sex Trade in Las Vegas*, Center for Court Innovation, mars 2016.
- Wagner B.M., Whitmer J.M., Spivak A.L., *Experiences of Youth in the sex trade in Las Vegas*, Center for Court Innovation, mars 2016.
- Wamsley L., « Oakland To Pay 19-Year-Old Nearly \$1 Million In Police Scandal Settlement », *National Public Radio (NPR)*, 1^{er} juin 2017.

- Blue Campaign, US Homeland Security: <https://www.dhs.gov/blue-campaign>
- National Center for State Courts (NCSC), *Human trafficking Resource Guide*: <https://www.ncsc.org/Topics/Alternative-Dockets/Problem-Solving-Courts/Human-Trafficking/Resource-Guide.aspx>
- National Human Trafficking Hotline, *Hotline Statistics*: <https://humantraffickinghotline.org/states>
- Thorn: <https://www.wearethorn.org/about-our-fight-against-sexual-exploitation-of-children/>
- TraffickCam: <https://www.traffickcam.com/>
- Truckers Against Trafficking: <http://truckersagainstrafficking.org/>

¹ Programme informatique conçu pour simuler une conversation avec des utilisateurs humains, en particulier sur internet. Connu aussi sous le nom d'« agent conversationnel ».

² Yelp est un site d'avis de consommateurs sur les commerces locaux.



Le Rapport mondial est réalisé par l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle, en collaboration avec des experts internes et externes (magistrats, avocats, travailleurs sociaux, dirigeants d'ONG...) et avec l'aide de contacts privilégiés auprès d'ONG locales ou de chercheurs internationaux.



La **Fondation Jean et Jeanne Scelles**, reconnue d'utilité publique depuis 1994 et bénéficiant du statut consultatif ECOSOC, est une organisation installée à Paris (France) dont le but est la lutte contre le système prostitutionnel. Par nos travaux d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, nous nous engageons à connaître, comprendre et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. La **Fondation Jean et Jeanne Scelles** est membre fondateur de la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP International) lancée en 2013, qui réunit 28 ONG abolitionnistes dans 22 pays.

L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle**, département de recherche et développement de la Fondation Jean et Jeanne Scelles, est un carrefour de renseignements, de rencontres et d'échanges d'informations sur l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Il est régulièrement consulté par des experts français et étrangers : associations, institutions, journalistes, juristes, chercheurs et personnes concernées par la défense des droits humains. L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle** a pour objectif :

- d'analyser ce phénomène sous tous ses aspects : prostitution, tourisme sexuel, proxénétisme, pornographie infantine, traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle commerciale...
- de permettre la réflexion et les prises de position
- d'informer tout public intéressé par ces questions

CONTACT

Sandra AYAD, Responsable de l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle
sandra.ayad@fondationscelles.org

14 rue Mondétour
75001 Paris - France



www.fondationscelles.org
 Tw: @Fond_Scelles
 Fb: @FondationScelles